



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/368
8 septembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Point 107 de l'ordre du jour provisoire*

**RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS ET
RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale une lettre datée du 5 septembre 1994, que lui a adressée le Président du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (voir annexe), lettre à laquelle étaient jointes les observations du Comité concernant le mandat de ses membres, soumises conformément à la demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/216 D datée du 23 décembre 1993.

* A/49/150.

ANNEXE

Lettre datée du 5 septembre 1994, adressée au Secrétaire
général par le Président du Comité des commissaires aux
comptes de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, conformément à la résolution 48/216 D de l'Assemblée générale, un document ayant trait au mandat des membres du Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies.

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes du Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) John BOURN

APPENDICE

Observations du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies concernant le
mandat de ses membres

1. Dans sa résolution 48/216 D datée du 23 décembre 1993, l'Assemblée générale a invité le Comité des commissaires aux comptes, après avoir consulté le Secrétaire général, à lui rendre compte à sa quarante-neuvième session, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, des conséquences de la prolongation du mandat des commissaires aux comptes s'il était porté à quatre ou six ans.
2. Conformément aux dispositions en vigueur, énoncées à l'article 12.2 du règlement financier de l'ONU, les membres du Comité des commissaires aux comptes sont élus pour trois ans. Leur mandat commence le 1er juillet et expire le 30 juin de la troisième année. Chaque année, le mandat de l'un des membres vient à expiration. En conséquence, l'Assemblée générale élit chaque année un nouveau membre, qui entre en fonctions le 1er juillet de l'année suivante.
3. Ces règles ont été rédigées à une époque où l'exercice financier normal de l'Organisation des Nations Unies portait sur un an et correspondait généralement à une année civile se terminant le 31 décembre. Depuis lors, l'Organisation a adopté un exercice comptable portant sur deux ans. Concrètement, cela signifie qu'au milieu de chaque cycle biennal de vérification, il y a un des membres du Comité qui arrive au bout de son mandat. Lorsque ce membre n'est pas réélu, comme cela s'est produit à plusieurs reprises, la vérification des états financiers s'en trouve sérieusement perturbée. Au lieu de commencer par le commencement, le nouveau membre se voit obligé de se familiariser rapidement non seulement avec l'Organisation des Nations Unies mais aussi avec un travail de vérification déjà bien en train. Il s'ensuit des problèmes de coordination et d'adaptation des méthodes de travail à l'intérieur d'un code déjà défini. Aussi le Comité se félicite-t-il de l'occasion qui lui est donnée de revoir le mandat de ses membres.
4. Le Comité est composé de trois membres. Afin d'assurer un roulement sans heurt, le Comité souhaiterait voir instituer un mandat de six ans, préférable au mandat de quatre ans, qui ferait que tous les deux ans le mandat de l'un des membres viendrait à expiration.
5. Le mandat de trois ans défini initialement portait sur trois exercices financiers d'un an chacun. Le Comité considère qu'un mandat portant sur trois exercices donne aux membres suffisamment de temps pour se familiariser avec l'Organisation et pour apporter une contribution efficace. Un mandat de six ans permettrait de maintenir la règle pratique, qui veut que les membres soient nommés pour une période portant sur trois exercices financiers, en l'occurrence (biennaux).
6. Si l'Assemblée générale se prononce pour le mandat de six ans, le Comité estime qu'il faudrait que chaque nomination coïncide avec le début du cycle d'établissement des rapports financiers. Ainsi, la première nomination pour un mandat de six ans interviendrait le 1er juillet 1996, début du cycle de vérification des états financiers pour l'exercice biennal 1996-1997 et les autres nominations suivraient tous les deux ans.

/...

7. Le Comité considère que le 1er juillet est la date la plus appropriée pour la prise de fonctions des nouveaux membres.

Mesures transitoires

8. Pour donner effet aux propositions susmentionnées, il conviendrait de prévoir des mesures transitoires permettant de passer de la formule actuelle des nominations annuelles à celle de nominations biennales, à compter du 1er juillet 1996.

9. Selon la formule encore en vigueur, le mandat des membres actuels vient à expiration aux dates indiquées ci-après :

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	30 juin 1995
Inde	30 juin 1996
Ghana	30 juin 1997

10. Selon la nouvelle formule, les nominations pour une période de six ans prendraient effet aux dates suivantes : 1er juillet 1996, 1er juillet 1998 et 1er juillet 2000.

11. En conséquence, le Comité propose que le mandat du membre ghanéen soit prorogé d'une année et se termine le 30 juin 1998. Le mandat du nouveau membre devant être nommé à partir du 1er juillet 1995 serait prorogé de cinq ans et se terminerait le 30 juin 2000, après quoi, la formule des nominations biennales se trouverait établie.
